

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index : MDE 13/5414/2017

AILRC-FR

2 janvier 2017

Iran. Les autorités doivent cesser de jouer avec la vie d'un militant en grève de la faim

Les autorités iraniennes mettent en grand danger la vie d'Arash Sadeghi, un défenseur des droits humains emprisonné. Elles doivent le libérer sans délai, de même que son épouse, Golrokh Ebrahimi Iraee, a déclaré Amnesty International le lundi 2 janvier. Plus de deux mois après le début de sa grève de la faim, Arash Sadeghi est toujours incarcéré dans la prison d'Evin, à Téhéran, alors que, selon certaines sources, il vomit du sang et présente de graves troubles respiratoires, cardiaques, rénaux et gastro-intestinaux.

Dans l'attente de la libération d'Arash Sadeghi, les autorités doivent faire le nécessaire pour qu'il reçoive des soins de santé spécialisés dans un hôpital situé à l'extérieur de la prison et respectant l'éthique médicale, y compris les principes de confidentialité, d'autonomie et de consentement éclairé.

Après des semaines d'inaction, à la suite de pressions de l'opinion publique mondiale, les autorités iraniennes ont promis, le samedi 31 décembre 2016, d'accorder au couple une permission de sortie temporaire en contrepartie d'une caution en biens immobiliers d'une valeur de 10 milliards de rials (300 000 dollars) pour Arash Sadeghi et de 5 milliards de rials (150 000 dollars) pour Golrokh Ebrahimi Iraee. L'avocat du couple a annoncé, le dimanche 1^{er} janvier 2017, que la caution fixée pour Golrokh Ebrahimi Iraee avait été versée. Cependant, les autorités ont indiqué que sa mise en liberté serait probablement reportée à mardi en raison de démarches administratives liées à l'évaluation des biens immobiliers en question. Arash Sadeghi a dit qu'il ne mettrait un terme à sa grève de la faim que lorsque sa femme serait libérée.

Lui-même injustement détenu pour son militantisme pacifique en faveur des droits humains, Arash Sadeghi observe une grève de la faim depuis le 24 octobre 2016 pour protester contre l'emprisonnement de son épouse, Golrokh Ebrahimi Iraee. Militante des droits humains et écrivain, elle est incarcérée pour avoir écrit une fiction dénonçant la pratique de la lapidation. Amnesty International considère Arash Sadeghi et Golrokh Ebrahimi Iraee comme des prisonniers d'opinion. En conséquence, ils doivent être libérés immédiatement et sans condition.

Amnesty International estime préoccupant le fait que les autorités judiciaires iraniennes, au lieu d'ordonner la libération immédiate et inconditionnelle de ce couple de militants, aient choisi de les traiter comme de dangereux criminels, en fixant une caution d'un montant exorbitant.

Les autorités sont parfaitement conscientes que tout retard, même de quelques heures, peut faire la différence entre la vie et la mort pour Arash Sadeghi.

Une série de grèves de la faim attire l'attention sur la situation critique des prisonniers politiques

Ces dernières semaines, une série de grèves de la faim dans les prisons du pays a mis en évidence le caractère inhumain du système iranien de justice pénale. De nombreux prisonniers politiques, y compris des prisonniers d'opinion, ont été contraints de recourir à la grève de la faim parce qu'ils n'avaient guère d'espoir de contester en justice leur incarcération inique.

En signe de solidarité, des centaines de personnes, en Iran et partout dans le monde, ont utilisé les médias sociaux pour exprimer leur indignation, alors que les autorités iraniennes se refusaient à répondre aux griefs légitimes de détenus dont la santé s'était dégradée en raison de grèves de la faim prolongées.

Ali Shariati est, comme Arash Sadeghi, l'un des prisonniers dont la santé est ainsi menacée. Il observe une grève de la faim depuis le 31 octobre 2016 pour réclamer sa libération. Il purge une peine de cinq ans d'emprisonnement, à laquelle il a été condamné en raison de son militantisme pacifique, notamment de sa participation à une manifestation pacifique organisée pour dénoncer les attaques à l'acide visant les femmes en Iran. Amnesty International considère cet homme comme un prisonnier d'opinion.

Parmi les autres prisonniers politiques actuellement en grève de la faim figurent **Saeed Shirzad**, prisonnier d'opinion et défenseur des droits de l'enfant, **Mohammad Reza Nekounam**, religieux dissident, et **Hassan Rastegari Majd**, ressortissant turco-iranien. Au 31 décembre 2016, on pensait également que **Mehdi Koukhian**, militant en ligne, et **Nizar Zakka**, expert en informatique de nationalité libanaise, étaient au nombre des grévistes de la faim, mais aucune information récente sur leur situation n'est disponible.

Document public

Pour plus d'informations, veuillez prendre contact avec le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au Royaume-Uni ; tél. : +44 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, www.amnesty.org.